

**Art. 11.** Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 20 mei 2021 in drie originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest:

De Minister-President van de Waalse Regering,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken,  
V. DE BUE

Voor de Franse Gemeenschap:

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Ambtenarenzaken,  
Fr. DAERDEN

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/41971]

### 20 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives au certificat de management public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, article 4 ;

Vu l'accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et article 30 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International ;

Vu le rapport du 30 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2020 ;

Vu le protocole n° 789 du Comité de secteur n° XVI, établi le 23 mars 2021 ;

Vu l'avis n° 69.179/4 du Conseil d'État, donné le 5 mai 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne ;

Considérant que le certificat de management public organisé par l'École d'administration publique a fait l'objet d'une évaluation réalisée par les universités (ULB, ULiège, UCLouvain), l'Iweps et un consultant externe ;

Considérant qu'il ressort de cette évaluation que plusieurs aménagements doivent être apportés au certificat de management public afin qu'il remplisse plus adéquatement sa fonction ;

Considérant qu'il convient de mieux sélectionner les participants au programme de formation en testant non seulement leurs connaissances (ce qui permettra de former ensuite des groupes plus homogènes quant à la maîtrise des prérequis), mais aussi leurs capacités et leur potentiel en management ;

Considérant qu'il convient également de ne plus recourir au test de jugement situationnel (SJT), jugé comme non pertinent, pour sélectionner les candidats aptes à suivre une formation en management et de prévoir l'épreuve ultime certificative en adéquation avec le parcours suivi ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de répondre au coût particulièrement élevé du dispositif en regard des résultats engrangés en évitant l'effet d'aubaine que peut revêtir une telle formation entièrement financée par le pouvoir public ; qu'il convient de s'assurer que les personnes qui s'inscrivent dans la formation ont pour objectif d'intégrer l'Administration, tout en évitant de monétiser l'évolution de carrière des agents ; qu'il convient, par conséquent, de demander aux candidats de s'acquitter du paiement d'un minerval d'un niveau identique à celui qui est exigé par les universités ;

Considérant qu'une meilleure sélection des candidats permet d'élever le niveau de la formation et de l'orienter davantage vers le renforcement des capacités managériales pour les hautes fonctions des services publics ; qu'il convient dès lors d'alléger le programme du certificat interuniversitaire et de l'intégrer au Système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS), ce qui permettra non seulement aux candidats de valoriser les crédits obtenus dans le cadre de cours et/ou contenus similaires à ceux figurant dans le programme, mais aussi de prendre en compte en plus des cours présentiels, les travaux à distance, les travaux pratiques y compris collectifs, les recherches, les exercices, les séminaires, les heures consacrées à l'étude, etc. ;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de l'accomplissement du service public, de pourvoir dans un délai raisonnable au poste à mandat déclaré vacant et qu'il ne peut être procédé de la sorte lorsque parmi les membres du pool des candidats pouvant postuler à une fonction à mandat, aucun n'a posé sa candidature ou aucun n'est jugé apte par le Gouvernement à exercer la fonction en toute confiance ; qu'il convient de ne pas limiter exagérément le nombre de personnes susceptibles d'être désignées mandataires par octroi de fonctions supérieures et au contraire de l'élargir afin de ne pas priver l'Administration de talents et de profils diversifiés et de permettre au Gouvernement de véritablement choisir, sur base d'un examen des titres et mérites, ceux qui rempliront temporairement avec satisfaction la fonction ; qu'en conséquence s'impose une révision de l'exercice des fonctions supérieures pour qu'elles soient

accessibles à tout agent ou membre du personnel contractuel exerçant ses fonctions dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme d'intérêt public soumis au Code de la Fonction publique relevant de la Région wallonne ou dans un organisme qui relève en partie de la Région wallonne (à savoir Wallonie-Bruxelles International, l'École d'administration publique et l'Office francophone de la formation en alternance) tout en accordant la priorité aux agents ;

Considérant que l'accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne a été modifié afin d'adapter le régime du certificat de management public ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, d'adapter le Code wallon de la Fonction publique et l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International afin que cet organisme bénéficie aussi des mêmes possibilités élargies d'octroi de fonctions supérieures ;

Considérant enfin qu'en ce qui concerne l'École d'administration publique et l'Office francophone de la formation en alternance, le Code de la Fonction Publique, et notamment son article 350 tel que modifié par le présent arrêté, s'applique de plein droit aux membres de ces organismes par application respectivement des articles 4 et 30 de l'accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, et de l'article 10 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et de la Commission communautaire française relatif à la formation en alternance, tel que modifié le 27 avril 2014 ;

Que l'application de la présente réforme aux membres de ces deux organismes ne requiert donc pas de formalité particulière autre que la modification des articles en cause du Code de la Fonction publique ;

Considérant enfin que, eu égard au caractère conjoint de ces deux organismes et dans le respect du principe de loyauté fédérale, l'accord de la Communauté française a été sollicité et obtenu quant à l'application de la présente réforme aux membres du personnel de ces deux organismes ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modifications apportées au Code de la fonction publique wallonne

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 341/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en » sont abrogés ;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, 2<sup>e</sup> tiret, le mot « , mémoire » est abrogé ;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, le 3<sup>e</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - l'examen visé à l'article 341/7, § 3. » ;

4° au paragraphe 4, les alinéas 2 et 3 sont abrogés ;

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le volume horaire du certificat interuniversitaire est de cent septante heures au moins. Les universités fixent de commun accord le nombre de crédits ECTS du certificat interuniversitaire. ».

**Art. 2.** L'article 341/2 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 341/2. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du certificat de management public s'il ne répond pas, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures, aux conditions cumulatives suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'école d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans de gestion d'équipe. ».

**Art. 3.** L'article 341/3 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 341/3. § 1<sup>er</sup>. Chaque cycle fait l'objet d'une annonce rédigée par l'École d'administration publique et publiée par le SELOR , au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

1° les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants à l'épreuve visée à l'article 341/4, § 2, alinéa 8, et à la formation conduisant à la délivrance du Certificat interuniversitaire ;

2° la référence de la page du site internet du SELOR via laquelle les candidats peuvent s'inscrire au concours d'accès à la formation ;

3° l'identité des services ou des personnes qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation ;

4° les informations ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature ;

5° le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à vingt jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au paragraphe 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures. ».

**Art. 4.** L'article 341/4 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 341/4. § 1<sup>er</sup>. En tant qu'il conditionne la délivrance du certificat en management public, le certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par le Gouvernement, après avis de l'École d'administration publique remis dans les trente jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le SELOR convoque les candidats dont la candidature a été jugée recevable au concours d'accès à la formation.

Le concours est organisé par le SELOR et se compose de deux épreuves.

La première épreuve porte sur les connaissances du candidat, notamment sa connaissance des institutions publiques.

Le contenu de la première épreuve est fixé par le SELOR. Le SELOR fait appel aux formateurs des universités désignées par l'École d'administration publique pour la rédaction des questions de l'épreuve et la détermination du niveau de connaissance requis.

Le SELOR transmet aux candidats une liste des matières sur lesquelles porte la première épreuve ainsi qu'une liste non exhaustive d'ouvrages de référence au moins trente jours avant la date prévue pour l'organisation de la première épreuve.

Les lauréats sont classés en ordre utile par le SELOR.

Le Gouvernement détermine le nombre de personnes ayant réussi la première épreuve qui sont invitées à passer une seconde épreuve. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la seconde épreuve.

La seconde épreuve consiste en un test générique d'évaluation des compétences managériales des candidats.

Le SELOR élabore et organise l'épreuve. L'épreuve doit permettre d'identifier les capacités minimums en management applicables au sein des organismes publics des participants. Elle ne peut pas consister en un test de jugement situationnel ni en un entretien STAR.

Les lauréats de la seconde épreuve sont classés en ordre utile par le SELOR.

Par « lauréat », on entend le candidat qui a satisfait aux exigences minimales définies par le SELOR pour réussir les épreuves décrites au présent article.

§ 3. Seuls sont admis à participer au certificat interuniversitaire les lauréats classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur avis de l'École d'administration publique. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer au certificat interuniversitaire.

Le SELOR valide les résultats du concours.

§ 4. La formation conduisant à la délivrance du certificat interuniversitaire peut uniquement être suivie une seule fois par cycle par les lauréats du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dûment motivés, autoriser le candidat qui ne suit pas la formation, qui l'abandonne ou qui y échoue à conserver le bénéfice de la réussite du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Le candidat qui bénéficie de la dérogation visée à l'alinéa 2 suit le premier prochain cycle de formation organisé. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation. L'intégration d'un candidat bénéficiant d'une dérogation au sein d'un cycle de formation n'a pas d'effet sur le nombre de participants fixés par le Gouvernement conformément au paragraphe 3. ».

**Art. 5.** Dans le même Code, il est inséré un article 341/4/1, rédigé par ce qui suit :

« Article 341/4/1. Les candidats admis à participer au certificat interuniversitaire s'acquittent d'un minerval dont le montant équivaut au montant du droit d'inscription à une année d'études universitaire fixé conformément à l'article 39, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. ».

**Art. 6.** Dans l'article 341/5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, les mots « et la réalisation du mémoire » sont abrogés.

**Art. 7.** L'article 341/7 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 février 2014 et du 7 mai 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 341/7. § 1<sup>er</sup>. L'École d'administration publique délivre le certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 341/4, titulaires du certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

§ 2. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'École. Ce jury comprend :

1° le Directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ou son délégué ;

2° deux membres issus du corps académique des universités participant à la convention portant sur le certificat en management public qui disposent d'une expertise pertinente au regard des aptitudes à évaluer ;

3° deux experts externes en management.

Par « convention » on entend le document qui contient les modalités de collaboration entre les universités et l'École pour la conception et la mise en œuvre de la formation conduisant à la délivrance du Certificat de management public.

§ 3. Les lauréats ayant obtenu le certificat de management public sont versés, après la réussite de l'examen organisé à la fin de chaque cycle, au pool des candidats pouvant postuler une fonction à mandat visé à l'article 341/8.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes à l'exercice d'une fonction de management qui ont été développées dans le cadre du certificat interuniversitaire.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter une seule fois au plus tôt six mois après la date de l'examen et au plus tard lors de la prochaine session organisée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dument motivés, autoriser le candidat qui, bien que régulièrement convoqué, ne se présente pas à l'examen à le représenter ultérieurement. Le candidat qui bénéficie de la dérogation représente l'examen lors de la première prochaine session organisée. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation.

§ 4. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen. ».

**Art. 8.** A l'article 341/8 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, il est inséré un alinéa 6, rédigé comme suit :

« Le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française est assimilé au titulaire du certificat en management public pour autant qu'il ait réussi l'examen visé à l'article 341/7 du présent Code dans sa version applicable avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 2021 modifiant diverses dispositions relatives au certificat de management public au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

**Art. 9.** A l'article 344 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En l'absence de candidat ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer la fonction en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci attribue le mandat selon les conditions fixées à l'article 350. ».

**Art. 10.** L'article 350 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 350. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut désigner tout agent exerçant ses fonctions dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, dans un organisme auquel sont d'application les dispositions du présent Code ou au sein de l'organisme créé en vertu de l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, pour exercer les fonctions supérieures pour une période de douze mois, éventuellement renouvelable, dans les cas suivants :

- 1° absence de candidat ou de candidat apte au sens de l'article 344, alinéa 3 ;
- 2° absence du mandataire depuis plus de deux mois ;
- 3° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois ;
- 4° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3° et 4°, le Gouvernement fait prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 341/8.

Si aucun candidat n'a pu être désigné conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer les fonctions supérieures en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci peut désigner tout membre du personnel contractuel exerçant ses fonctions dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, dans un organisme auquel sont d'application les dispositions du présent Code ou au sein de l'organisme créé en vertu de l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles.

Tout agent ou membre du personnel contractuel désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de cinq ans d'expérience professionnelle dans le niveau A ou dans un niveau équivalent dont une expérience professionnelle de deux ans en gestion d'équipe.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures, le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures. ».

## CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International*

**Art. 11.** L'article 60 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International est abrogé.

**Art. 12.** Dans l'article 271/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2014, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en » sont abrogés ;
- 2° au paragraphe 2, alinéa 2, 2<sup>e</sup>me tiret, le mot « , mémoire » est abrogé ;
- 3° au paragraphe 2, alinéa 2, le 3<sup>e</sup>me tiret est remplacé par ce qui suit :  
« - l'examen visé à l'article 271/7, § 3. ;
- 4° au paragraphe 4, les alinéas 2 et 3 sont abrogés ;
- 5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le volume horaire du certificat interuniversitaire est de cent septante heures au moins. Les universités fixent de commun accord le nombre de crédits ECTS du certificat interuniversitaire. ».

**Art. 13.** L'article 271/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Article 271/2. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du certificat de management public s'il ne répond pas, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures, aux conditions cumulatives suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'école d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans de gestion d'équipe. ».

**Art. 14.** L'article 271/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 271/3, § 1<sup>er</sup>. Chaque cycle fait l'objet d'une annonce rédigée par l'école d'administration publique et publiée par le SELOR, au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

1° les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants à l'épreuve visée à l'article 271/4, § 2, alinéa 8, et à la formation conduisant à la délivrance du Certificat interuniversitaire au cycle ;

2° la référence de la page du site internet du SELOR via laquelle les candidats peuvent s'inscrire au concours d'accès à la formation ;

3° l'identité des services ou des personnes qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation ;

4° les informations ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature ;

5° le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à 20 jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au paragraphe 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures. ».

**Art. 15.** L'article 271/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 271/4. § 1<sup>er</sup>. En tant qu'il conditionne la délivrance du certificat en management public, le certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par le Gouvernement, après avis de l'École d'administration publique remis dans les trente jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le SELOR convoque les candidats dont la candidature a été jugée recevable au concours d'accès à la formation.

Le concours est organisé par le SELOR et se compose de deux épreuves.

La première épreuve porte sur les connaissances du candidat, notamment concernant sa connaissance des institutions publiques.

Le contenu de la première épreuve est fixé par le SELOR. Le SELOR fait appel aux formateurs des universités désignées par l'École d'administration publique pour la rédaction des questions de l'épreuve et la détermination du niveau de connaissance requis.

Le SELOR transmet aux candidats une liste des matières sur lesquels portera la première épreuve ainsi qu'une liste non exhaustive d'ouvrages de référence au moins trente jours avant la date prévue pour l'organisation de la première épreuve.

Les lauréats sont classés en ordre utile par le SELOR.

Le Gouvernement détermine le nombre de personnes ayant réussi la première épreuve qui sont invitées à passer une seconde épreuve. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la seconde épreuve.

La seconde épreuve consiste en un test générique d'évaluation des compétences managériales des candidats.

Le SELOR élabore et organise l'épreuve. L'épreuve doit permettre d'identifier les capacités minimums en management applicables au sein des organismes publics des participants. Elle ne peut consister en un test de jugement situationnel ni en un entretien STAR.

Les lauréats de la seconde épreuve sont classés en ordre utile par le SELOR.

Par « lauréat », on entend le candidat qui a satisfait aux exigences minimales définies par le SELOR pour réussir les épreuves décrites au présent article.

§ 3. Seuls sont admis à participer au certificat interuniversitaire les lauréats classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur avis de l'École d'administration publique. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer au certificat interuniversitaire.

Le SELOR valide les résultats du concours.

§ 4. La formation conduisant à la délivrance du certificat interuniversitaire peut uniquement être suivie une seule fois par cycle par les lauréats du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dument motivés, autoriser le candidat qui ne suit pas la formation, qui l'abandonne ou qui y échoue à conserver le bénéfice de la réussite du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Le candidat qui bénéficie de la dérogation visée à l'alinéa 2 suit le premier prochain cycle de formation organisé. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation. L'intégration d'un candidat bénéficiant d'une seule dérogation au sein d'un cycle de formation n'a pas d'effet sur le nombre de participants fixés par le Gouvernement conformément au paragraphe 3. ».

**Art. 16.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 271/4/1 rédigé comme suit :

« Article 271/4/1. Les candidats admis à participer au certificat interuniversitaire doivent s'acquitter d'un minerval dont le montant équivaut au montant du droit d'inscription à une année d'études universitaire fixé conformément à l'article 39, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. ».

**Art. 17.** Dans l'article 271/5, alinéa 1, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, les mots « et la réalisation du mémoire » sont abrogés.

**Art. 18.** L'article 271/7, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2014 et 7 mai 2015, du même arrêté est remplacé comme suit :

« Article 271/7. § 1<sup>er</sup>. L'École d'administration publique délivre le certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 271/4, titulaires du certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

§ 2. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'École. Ce jury comprend :

1° le Directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ou son délégué ;

2° deux membres issus du corps académique des universités participant à la convention portant sur le certificat en management public qui disposent d'une expertise pertinente au regard des aptitudes à évaluer ;

3° deux experts externes en management.

Par « convention » on entend le document qui contient les modalités de collaboration entre les universités et l'École pour la conception et la mise en œuvre de la formation conduisant à la délivrance du Certificat de management public.

§ 3. Les lauréats ayant obtenu le certificat de management public sont versés, après la réussite de l'examen organisé à la fin de chaque cycle, au pool des candidats pouvant postuler une fonction à mandat visé à l'article 271/8.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes à l'exercice d'une fonction de management qui ont été développées dans le cadre du certificat interuniversitaire.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter une seule fois au plus tôt six mois après la date de l'examen et au plus tard lors de la prochaine session organisée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dument motivés, autoriser le candidat qui, bien que régulièrement convoqué, ne se présente pas à l'examen à le représenter ultérieurement. Le candidat qui bénéficie de la dérogation représente l'examen lors de la première prochaine session organisée. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation.

§ 4. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen. ».

**Art. 19.** A l'article 271/8 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2014, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française est assimilé au titulaire du certificat en management public pour autant qu'il ait réussi l'examen visé à l'article 341/7 du présent Code dans sa version applicable avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 2021 modifiant diverses dispositions relatives au certificat de management public au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

**Art. 20.** A l'article 274 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En l'absence de candidat ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer la fonction en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci attribue le mandat selon les conditions fixées à l'article 280. ».

**Art. 21.** L'article 280 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 280. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut désigner tout agent exerçant ses fonctions au sein de l'organisme, dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ou dans un organisme auquel sont d'application les dispositions du Code de la fonction publique wallonne, pour exercer les fonctions supérieures pour une période de douze mois, éventuellement renouvelable, dans les cas suivants :

1° absence de candidat ou de candidat apte au sens de l'article 274, alinéa 3 ;

2° absence du mandataire depuis plus de deux mois ;

3° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois ;

4° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3° et 4°, le Gouvernement fait prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 271/8.

Si aucun candidat n'a pu être désigné conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer les fonctions supérieures en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci peut désigner tout membre du personnel contractuel exerçant ses fonctions au sein de l'organisme, dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ou dans un organisme auquel sont d'application les dispositions du Code de la fonction publique wallonne.

Tout agent ou membre du personnel contractuel désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de cinq ans d'expérience professionnelle dans le niveau A ou dans un niveau équivalent dont une expérience professionnelle de deux ans en gestion d'équipe.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures, le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures. ».

### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 22.** Les candidats qui au jour de l'entrée en vigueur de présent arrêté sont titulaires du certificat interuniversitaire ou du brevet de management public, visé à l'article 2, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française, mais n'ont pas réussi l'examen organisé à la fin du cycle peuvent présenter cet examen une nouvelle fois. Pour l'organisation de cet examen l'article 341/7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'article 271/7 l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International restent applicables dans la version qui précède l'entrée en vigueur du présent arrêté. Une seule session par cycle sera organisée, les candidats absents, qui ne s'inscriraient pas ou qui se désisteraient ne pourront pas représenter cet examen.

**Art. 23.** L'article 350, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du Code de la Fonction publique wallonne et l'article 280, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international, tels que remplacés par les articles 10 et 21 du présent arrêté, cessent d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

**Art. 24.** A l'occasion de la première application des dispositions introduites par le présent arrêté, les candidats n'ayant pas réussi l'examen visé à l'article 341/7, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'article 271/7, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International peuvent, par dérogation aux articles 341/7, § 3, alinéa 5, et 271/7, § 3, alinéa 5, des mêmes arrêtés, le représenter endéans un délai inférieur à 6 mois.

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 26.** La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge  
des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/41971]

#### 20. MAI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Zeugnis für Public Management

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, Artikel 4;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung, Artikel 4 Absatz 1, und Artikel 30;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 11995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinigten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 30. Oktober 2020;

Aufgrund der am 11. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. März 2021 aufgestellten Protokolls Nr. 789 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 5. Mai 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 69.179/4;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. Februar 2014 zur Ersetzung des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. September 2012 über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;

In der Erwägung, dass das von der Schule für öffentliche Verwaltung organisierte Zeugnis für Public Management Gegenstand einer Bewertung durch die Universitäten (ULB, ULiège, UCLouvain), das Iweps und einen externen Berater gewesen ist;

In der Erwägung, dass sich aus dieser Bewertung ergibt, dass an dem Zeugnis für Public Management mehrere Anpassungen vorgenommen werden sollten, damit es seine Funktion angemessener erfüllt;

In Erwägung der Tatsache, dass die Auswahl der Teilnehmer am Schulungsprogramm verbessert werden sollte, indem nicht nur ihr Wissen getestet wird (wodurch es möglich wird, homogenere Gruppen in Bezug auf die Beherrschung der Vorkenntnisse zu bilden), sondern auch ihre Fähigkeiten und ihr Potenzial in Sachen Management;

In der Erwägung, dass der Test zum situationsbezogenen Urteilsvermögen nicht mehr verwendet werden sollte, da er als irrelevant angesehen wird, um Kandidaten auszuwählen, die für die Teilnahme an der Managementausbildung geeignet sind, und dass die Abschlussprüfung, die zum Zeugnis führt, eher entsprechend der gesammelten Erfahrung durchzuführen ist;

In der Erwägung, dass es notwendig erscheint, auf die besonders hohen Kosten des Verfahrens im Verhältnis zu den erzielten Ergebnissen zu reagieren, indem der Mitnahmeeffekt vermieden wird, der sich daraus ergeben kann, dass eine solche Ausbildung vollständig von der öffentlichen Hand finanziert wird; dass sichergestellt werden muss, dass das Ziel derjenigen Personen, die sich für die Ausbildung einschreiben, darin besteht, in die Verwaltung einzutreten, wobei eine Monetarisierung der beruflichen Entwicklung der Bediensteten zu vermeiden ist; dass daher von den Kandidaten eine Mindestgebühr in der gleichen Höhe wie für Universitäten verlangt werden sollte;

In der Erwägung, dass eine bessere Auswahl der Kandidaten es ermöglicht, das Niveau der Ausbildung anzuheben und sie besser auf die Stärkung der Führungsqualitäten für höhere Positionen im öffentlichen Dienst auszurichten; dass es daher angebracht ist, den Lehrplan des interuniversitären Zeugnisses zu erleichtern und in das Europäische System zur Übertragung und Akkumulierung von Studienleistungen (ECTS) zu integrieren, das es den Kandidaten ermöglicht, nicht nur die Studienleistungen zu validieren, die in Kursen und/oder Inhalten erworben wurden, die den im Lehrplan enthaltenen ähnlich sind, sondern auch zusätzlich zu den Präsenzkursen Fernunterricht, praktische Arbeit, einschließlich Gruppenarbeit, Forschung, Übungen, Seminare, Studienzeiten usw. zu berücksichtigen ;

In der Erwägung, dass es im Interesse der Erfüllung des öffentlichen Dienstes wichtig ist, dass ein freierwählender Mandatsposten innerhalb eines angemessenen Zeitraums besetzt wird, und dass dies nicht möglich ist, wenn sich keiner aus dem Pool der für eine Mandatsfunktion in Frage kommenden Kandidaten beworben hat oder von der Regierung als für die Ausübung der Funktion vertrauenswürdig angesehen wird; dass die Zahl der Personen, die durch die Verleihung höherer Funktionen zu Mandatsträgern ernannt werden könnten, nicht übermäßig eingeschränkt, sondern erweitert werden sollte, um der Verwaltung keine diversifizierten Talente und Profile zu entnehmen, und die Regierung in die Lage zu versetzen, auf der Grundlage der Studiennachweise und Verdienste eine echte Auswahl derjenigen zu treffen, die das Amt vorübergehend mit Zufriedenheit ausfüllen werden; dass folglich eine Revision der Ausübung der höheren Funktionen unerlässlich ist, damit sie jedem Bediensteten oder Vertragspersonalmitglied zugänglich sind, der sein Amt in den Diensten der wallonischen Regierung, in einer Einrichtung öffentlichen Interesses, die dem für die Wallonische Region geltenden Kodex des öffentlichen Dienstes unterliegt, oder in einer Einrichtung, die teilweise der Wallonischen Region untersteht (nämlich Wallonie-Bruxelles International, die Schule für öffentliche Verwaltung und das "Office francophone de la formation en alternance"), ausübt, wobei den Bediensteten Vorrang eingeräumt wird;

In der Erwägung, dass das Zusammenarbeitsabkommen vom 6. Februar 2014 zur Ersetzung des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. September 2012 über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeändert wurde, um die Regelung in Bezug auf das Zeugnis für Public Management anzupassen;

In der Erwägung, dass der Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles international" folglich anzupassen sind, damit diese Einrichtung über die gleichen verbreiteten Möglichkeiten im Bereich der Gewährung von höheren Funktionen verfügt;

In der abschließenden Erwägung, dass der Kodex des öffentlichen Dienstes, und insbesondere sein Artikel 350, sowie durch vorliegenden Erlass abgeändert, in Bezug auf die Schule für öffentliche Verwaltung und das "Office francophone de la formation en alternance", von Rechts wegen auf die Mitglieder dieser Einrichtungen anwendbar ist, durch Anwendung der Artikel 4 und 30 des Zusammenarbeitsabkommens vom 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung bzw. des Artikels 10 des Rahmenabkommens vom 24. Oktober 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Zusammenarbeit im Bereich der alternierenden Ausbildung, abgeändert am 27. April 2014;

Dass die Anwendung der vorliegenden Reform auf die Mitglieder dieser beiden Einrichtungen daher keine andere besondere Formalität erfordert als die Änderung der entsprechenden Artikel des Kodex des öffentlichen Dienstes;

In der abschließenden Erwägung in Anbetracht des gemeinsamen Charakters dieser beiden Einrichtungen und unter Beachtung des Grundsatzes der föderalen Loyalität, dass die Zustimmung der Französischen Gemeinschaft zur Anwendung der vorliegenden Reform auf das Personal dieser beiden Einrichtungen ersucht und erreicht wurde;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Änderungen am Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes

**Artikel 1** - In Artikel 341/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2014 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "einem interuniversitären Zeugnis des Executive Masters in Public Management oder" gestrichen;

2° in Paragraph 2 Absatz 2, 2. Gedankenstrich, wird das Wort ", Diplomabschlussarbeiten" gestrichen;

3° in Paragraph 2 Absatz 2 wird der 3. Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:

"der in Artikel 341/7 § 3 erwähnten Prüfung.";



4° in Paragraph 4 werden die Absätze 2 und 3 gestrichen;

5° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 5. Das Unterrichtsvolumen des interuniversitären Zeugnisses beträgt mindestens hundert-siebzig Stunden. Die Universitäten bestimmen im Einvernehmen die Anzahl der ECTS-Leistungspunkte des interuniversitären Zeugnisses.”.

**Art. 2** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 eingefügte Artikel 341/2 desselben Kodex wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 341/2 - Niemand hat Zugang zu dem Zyklus zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management, wenn er nicht nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist folgende kumulative Bedingungen erfüllt:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe 1 oder zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe 1 oder in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder Inhaber eines Zeugnisses von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe 1 oder zur Stufe A eröffnet, erworbenen Kompetenzen sein, wobei dieses Zeugnis von der Schule für öffentliche Verwaltung oder von einem anderen, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen Dienstes oder durch den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 22. Juli 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft bezeichneten Organ ausgestellt oder anerkannt wird;

2° eine Berufserfahrung von mindestens fünf Jahren im Team-Management haben.”.

**Art. 3** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 eingefügte Artikel 341/3 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 341/3 - § 1. Jeder Zyklus wird vorher von der Schule für öffentliche Verwaltung angekündigt und vom SELOR wenigstens im Belgischen Staatsblatt, in zwei in französischer Sprache herausgegebenen Titeln der belgischen Tagespresse und auf den Internet-Webseiten des SELOR veröffentlicht.

§ 2. Diese Ankündigung enthält mindestens folgende Elemente:

1° die Zugangsbedingungen sowie die Höchstzahl der Teilnehmer an der in Artikel 341/4 § 2 Absatz 8 genannten Prüfung und an der Ausbildung, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führt;

2° die Bezugnahme auf die Seite der SELOR-Website, über welche sich die Kandidaten für das Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung anmelden können;

3° die Identität der Dienste oder Personen, die den Kandidaten weitere Auskünfte zur Ausbildung mitteilen können;

4° die Informationen oder Unterlagen, die in der Bewerbungsakte enthalten sein müssen;

5° die Frist und die Modalitäten zur Einreichung der Bewerbungen.

§ 3. Die Frist für die Einreichung der Bewerbungen wird vom SELOR festgelegt; sie darf weder weniger als zwanzig Tage noch mehr als zwei Monate betragen. Sie beginnt am Tag nach der Veröffentlichung der in § 2 erwähnten Ankündigung im Belgischen Staatsblatt. Falls diese Frist nicht berücksichtigt wird, ist die Bewerbung unzulässig.

Die in Absatz 1 genannte Frist wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 4. Die Bewerbungen werden auf elektronischem Wege an das SELOR gerichtet.

§ 5. Das SELOR überprüft die Zulässigkeit der Bewerbungen.”.

**Art. 4** - Artikel 341/4 desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2014, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 341/4 - § 1. Da das interuniversitäre Zeugnis die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management bedingt, ist es einer beschränkten Anzahl von Teilnehmern zugänglich. Für jeden Zyklus wird diese Anzahl im Voraus von der Regierung festgelegt, nach Abgabe einer Stellungnahme der Schule für öffentliche Verwaltung binnen dreißig Tagen nach dem Antrag. Wurde keine Stellungnahme abgegeben, so gilt sie als positiv.

§ 2. Das SELOR lädt die Kandidaten, deren Bewerbung als zulässig erachtet wurde, zum Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung ein.

Das Wettbewerbsverfahren wird vom SELOR organisiert und besteht aus zwei Prüfungen.

Die erste Prüfung betrifft die Kenntnisse des Kandidaten, insbesondere seine Kenntnis der öffentlichen Einrichtungen.

Der Inhalt der ersten Prüfung wird vom SELOR festgelegt. Das SELOR zieht Ausbilder heran, die zu den von der Schule für öffentliche Verwaltung bestimmten Universitäten gehören, um die Prüfungsfragen zu verfassen und die erforderlichen Kenntnisse zu bestimmen.

Das SELOR teilt den Kandidaten mindestens dreißig Tage vor dem für die Organisation der ersten Prüfung vorgesehenen Datum eine Liste der Themen mit, die Gegenstand der ersten Prüfung sind, sowie eine nichterschöpfende Auflistung von Referenzwerken.

Die erfolgreichen Kandidaten werden vom SELOR günstig eingestuft.

Die Regierung bestimmt die Anzahl der bei der ersten Prüfung erfolgreichen Personen, die zur zweiten Prüfung vorgeladen werden. Wenn zwei oder mehrere Kandidaten in dem Rang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an der zweiten Prüfung teilzunehmen.

Die zweite Prüfung besteht aus einem generischen Test zur Bewertung der Kompetenzen im Bereich Management.

Das SELOR entwickelt und organisiert die Prüfung. Die Prüfung muss es ermöglichen, die Mindestfähigkeiten der Teilnehmer in Sachen Management zu identifizieren, die in öffentlichen Einrichtungen anwendbar sind. Es darf sich weder um einen Test zum situationsbezogenen Urteilsvermögen noch um ein STAR-Gespräch handeln.

Die bei der zweiten Prüfung erfolgreichen Kandidaten werden vom SELOR günstig eingestuft.

Unter “erfolgreicher Kandidat” versteht man einen Kandidaten, der den vom SELOR definierten Mindestanforderungen genügt hat, um die in vorliegendem Artikel beschriebenen Prüfungen zu bestehen.

§ 3. Zur Teilnahme an dem interuniversitären Zeugnis werden nur die erfolgreichen Kandidaten zugelassen, die in Anbetracht der von der Regierung, nach Abgabe einer Stellungnahme der Schule für öffentliche Verwaltung, bestimmten Anzahl Teilnehmer günstig eingestuft worden sind. Wenn zwei oder mehrere Kandidaten in dem Rang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an dem interuniversitären Zeugnis teilzunehmen.

Das SELOR erklärt die Ergebnisse des Wettbewerbs für gültig.

§ 4. An der Ausbildung, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führt, dürfen die bei dem generischen Test zur Bewertung der Kompetenzen im Bereich Management erfolgreichen Kandidaten nur einmal pro Zyklus teilnehmen.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung einen Kandidaten, der an der Ausbildung nicht teilnimmt, der auf sie verzichtet, oder sie nicht besteht, aus zwingenden, gebührend gerechtfertigten Gründen erlauben, den Vorteil des erfolgreichen Abschlusses des generischen Tests zur Bewertung der Kompetenzen im Bereich Management zu bewahren.

Der Kandidat, der die in Absatz 2 genannte Abweichung beansprucht, nimmt an dem nächsten organisierten Ausbildungszyklus teil. Jeder Kandidat kann nur eine einzige Abweichung in Anspruch nehmen. Die Annahme in einem Ausbildungszyklus eines Kandidaten, der eine Abweichung in Anspruch nimmt, hat keine Auswirkung auf die von der Regierung gemäß Paragraph 3 festgelegte Anzahl der Teilnehmer.

**Art. 5** - In denselben Kodex wird ein Artikel 341/4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Artikel 341/4/1 - Die Kandidaten, die zur Teilnahme am interuniversitären Zeugnis zugelassen sind, zahlen eine Gebühr, deren Betrag demjenigen der Einschreibegebühr für ein Studienjahr an der Universität entspricht, so wie sie gemäß Artikel 39 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen festgelegt wird."

**Art. 6** - In Artikel 341/5 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012, werden die Wörter "und die Durchführung einer Abschlussarbeit" gestrichen.

**Art. 7** - Artikel 341/7 desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2014 und 7. Mai 2015, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 341/7 - § 1. Die Schule für öffentliche Verwaltung stellt das Zeugnis für Public Management allen erfolgreichen Teilnehmern des in Artikel 341/4 genannten Wettbewerbs aus, die Inhaber des interuniversitären Zeugnisses sind und die ebenfalls die am Ende jedes Zyklus organisierte Prüfung bestanden haben.

§ 2. Für jeden Zyklus wird vom SELOR im Einvernehmen mit der Schule ein Prüfungsausschuss aus fünf Mitgliedern zusammengesetzt. Dieser Prüfungsausschuss besteht aus:

1° dem Generaldirektor der Generaldirektion Anwerbung und Entwicklung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Strategie und Unterstützung oder seinem Vertreter;

2° zwei Mitgliedern aus dem akademischen Korps der Universitäten, die an dem Abkommen über das Zeugnis in Public Management beteiligt sind, und über eine relevante Sachkunde in Anbetracht der zu bewertenden Fähigkeiten verfügen;

3° zwei externen Sachverständigen im Bereich Management.

Unter "Abkommen" versteht man das Dokument, das die Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen den Universitäten und der Schule im Hinblick auf die Entwicklung und Umsetzung der Ausbildung zur Ausstellung des Zeugnisses für Public Management umfasst.

§ 3. Die erfolgreichen Kandidaten, die das Zeugnis für Public Management erhalten haben, werden nach dem Bestehen der am Ende jedes Zyklus organisierten Prüfung dem Pool der Kandidaten zugewiesen, die sich um eine Mandatsfunktion im Sinne von Artikel 341/8 bewerben können.

Diese Prüfung ist eine mündliche Prüfung, die darauf abzielt, die Fähigkeiten zur Ausübung einer Managementfunktion, die im Rahmen des interuniversitären Zeugnisses entwickelt wurden, zu bewerten.

Der Prüfungsausschuss fasst mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder seinen Beschluss über den erfolgreichen Prüfungsabschluss der Kandidaten.

Die Kandidaten, die die Prüfung bestanden haben, werden nicht eingestuft und erhalten keinen Vermerk.

Die Kandidaten, die die Prüfung nicht bestanden haben, können sie nur noch einmal ablegen, frühestens sechs Monate nach dem Datum der Prüfung und spätestens bei der nächsten organisierten Sitzung.

In Abweichung von vorigem Absatz kann die Regierung einen Kandidaten, der trotz ordnungsgemäßer Vorladung zur Prüfung nicht erscheint, aufgrund von zwingenden und ordnungsgemäß gerechtfertigten Gründen erlauben, diese Prüfung zu einem späteren Zeitpunkt erneut abzulegen. Der Kandidat, der diese Abweichung beansprucht, legt die Prüfung bei der nächsten organisierten Sitzung ab. Jeder Kandidat kann nur eine einzige Abweichung in Anspruch nehmen.

§ 4. Der Prüfungsausschuss erstellt eine Regelung, in der die konkrete und materielle Organisation der Prüfung festgelegt wird."

**Art. 8** - In Artikel 341/8 desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2014, wird ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Inhaber des in Artikel 2 Ziffer 5 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 2002 zur Gründung einer Schule für öffentliche Verwaltung in der Französischen Gemeinschaft erwähnten Managementzeugnisses wird dem Inhaber des Zeugnisses für Public Management gleichgestellt, unter der Voraussetzung, dass er die Prüfung bestanden hat, die in Artikel 341/7 des Kodex genannt wird, in der Fassung, die vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 2021 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Zeugnis für Public Management im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von Wallonie Bruxelles International anwendbar war."

**Art. 9** - In Artikel 344 desselben Kodex, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012, wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Wenn es keinen Kandidaten gibt, oder wenn kein Kandidat von der Regierung als geeignet befunden wurde, die Funktion vertrauenswürdig auszuüben, weist diese das Mandat nach den in Artikel 350 festgelegten Bedingungen zu.”

**Art. 10** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 ersetzte Artikel 350 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 350 - § 1. Zur Ausübung der höheren Funktionen während eines ggf. erneuerbaren Zeitraums von zwölf Monaten kann die Regierung in den folgenden Fällen jeden Bediensteten benennen, der sein Amt in den Diensten der Wallonischen Regierung, in einer Einrichtung, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, anwendbar ist, in einer Einrichtung, auf welche die Bestimmungen des vorliegenden Kodex anwendbar sind, oder in der Einrichtung, die kraft des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles gegründet wurde, ausübt:

- 1° Fehlen von Kandidaten oder von geeigneten Kandidaten im Sinne von Artikel 344 Absatz 3;
- 2° Abwesenheit des Mandatträgers seit mehr als zwei Monaten;
- 3° vorhersehbare Abwesenheit des Mandatträgers für einen Zeitraum von mindestens zwei Monaten;
- 4° Ende des Mandats in Erwartung der Benennung eines neuen Mandatträgers.

Bei der Anwendung der in Absatz 1 Ziffern 2, 3 und 4 genannten Mechanismen zieht die Regierung vorrangig Bedienstete heran, die Mitglieder des in Artikel 341/8 genannten Pools sind.

Wenn kein Kandidat gemäß Absatz 1 benannt werden konnte, oder wenn kein Kandidat von der Regierung als geeignet befunden wurde, die Funktion vertrauenswürdig auszuüben, kann Letztere ein Mitglied des Vertragspersonals benennen, das sein Amt in den Diensten der Wallonischen Regierung, in einer Einrichtung, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, anwendbar ist, in einer Einrichtung, auf welche die Bestimmungen des vorliegenden Kodex anwendbar sind, oder in der Einrichtung, die kraft des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles gegründet wurde, ausübt.

Jeder Bedienstete bzw. jedes Vertragspersonalmitglied, der bzw. das für die Ausübung höherer Funktionen benannt worden ist, muss eine berufliche Erfahrung von fünf Jahren in der Stufe A oder einer gleichwertigen Stufe nachweisen können, worunter zwei Jahre Berufserfahrung im Team-Management.

§ 2. Im Falle der Benennung eines Mandatträgers zur Ausübung von höheren Funktionen wird das Mandat für die gesamte Dauer der höheren Funktionen ausgesetzt.”

KAPITEL II — *Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International*

**Art. 11** - Artikel 60 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International wird gestrichen.

**Art. 12** - In Artikel 271/1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter “einem interuniversitären Zeugnis des Executive Masters in Public Management oder” gestrichen;
- 2° in Paragraph 2 Absatz 2, 2. Gedankenstrich, wird das Wort “, Diplomabschlussarbeiten” gestrichen;
- 3° in Paragraph 2 Absatz 2 wird der 3. Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:  
“der in Artikel 341/7 § 3 erwähnten Prüfung”;
- 4° in Paragraph 4 werden die Absätze 2 und 3 gestrichen;
- 5° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 5. Das Unterrichtsvolumen des interuniversitären Zeugnisses beträgt mindestens hundertsechzig Stunden. Die Universitäten bestimmen im Einvernehmen die Anzahl der ECTS-Leistungspunkte des interuniversitären Zeugnisses.”

**Art. 13** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 eingefügte Artikel 271/2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 271/2 - Niemand hat Zugang zu dem Zyklus zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management, wenn er nicht nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist folgende kumulative Bedingungen erfüllt:

- 1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe 1 oder zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe 1 oder in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder Inhaber eines Zeugnisses von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe 1 oder zur Stufe A eröffnet, erworbenen Kompetenzen sein, wobei dieses Zeugnis von der Schule für öffentliche Verwaltung oder von einem anderen, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 oder durch den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 22. Juli 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft bezeichneten Organ ausgestellt oder anerkannt wird;
- 2° eine Berufserfahrung von mindestens fünf Jahren im Team-Management haben.”

**Art. 14** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 eingefügte Artikel 271/3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 271/3 - § 1. Jeder Zyklus wird vorher von der Schule für öffentliche Verwaltung angekündigt und vom Selor wenigstens im Belgischen Staatsblatt, in zwei in französischer Sprache herausgegebenen Titeln der belgischen Tagespresse und auf den Internet-Webseiten des SELOR veröffentlicht.

§ 2. Diese Ankündigung enthält mindestens folgende Elemente:

- 1° die Zugangsbedingungen sowie die Höchstzahl der Teilnehmer an der in Artikel 271/4 § 2 Absatz 8 genannten Prüfung und an der Ausbildung, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führt;
- 2° die Bezugnahme auf die Seite der SELOR-Website, über welche sich die Kandidaten für das Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung anmelden können;
- 3° die Identität der Dienste oder Personen, die den Kandidaten weitere Auskünfte zur Ausbildung mitteilen können;
- 4° die Informationen oder Unterlagen, die in der Bewerbungsakte enthalten sein müssen;
- 5° die Frist und die Modalitäten zur Einreichung der Bewerbungen.

§ 3. Die Frist für die Einreichung der Bewerbungen wird vom SELOR festgelegt; sie darf weder weniger als zwanzig Tage noch mehr als zwei Monate betragen. Sie beginnt am Tag nach der Veröffentlichung der in § 2 erwähnten Ankündigung im Belgischen Staatsblatt. Falls diese Frist nicht berücksichtigt wird, ist die Bewerbung unzulässig.

Die in Absatz 1 genannte Frist wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 4. Die Bewerbungen werden auf elektronischem Wege an das SELOR gerichtet.

§ 5. Das SELOR überprüft die Zulässigkeit der Bewerbungen.“

**Art. 15** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 eingefügte und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2014 abgeänderte Artikel 271/4 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 271/4 - § 1. Da das interuniversitäre Zeugnis die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management bedingt, ist es einer beschränkten Anzahl von Teilnehmern zugänglich. Für jeden Zyklus wird diese Anzahl im Voraus von der Regierung festgelegt, nach Abgabe einer Stellungnahme der Schule für öffentliche Verwaltung binnen dreißig Tagen nach dem Antrag. Wurde keine Stellungnahme abgegeben, so gilt sie als positiv.

§ 2. Das SELOR lädt die Kandidaten, deren Bewerbung als zulässig erachtet wurde, zum Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung ein.

Das Wettbewerbsverfahren wird vom SELOR organisiert und besteht aus zwei Prüfungen.

Die erste Prüfung betrifft die Kenntnisse des Kandidaten, insbesondere seine Kenntnis der öffentlichen Einrichtungen.

Der Inhalt der ersten Prüfung wird vom SELOR festgelegt. Das SELOR zieht Ausbilder heran, die zu den von der Schule für öffentliche Verwaltung bestimmten Universitäten gehören, um die Prüfungsfragen zu verfassen und die erforderlichen Kenntnisse zu bestimmen.

Das SELOR teilt den Kandidaten mindestens dreißig Tage vor dem für die Organisation der ersten Prüfung vorgesehenen Datum eine Liste der Themen mit, die Gegenstand der ersten Prüfung sein werden, sowie eine nichterschöpfende Auflistung von Referenzwerken.

Die erfolgreichen Kandidaten werden vom SELOR in entsprechender Rangordnung eingestuft.

Die Regierung bestimmt die Anzahl der bei der ersten Prüfung erfolgreichen Personen, die zur zweiten Prüfung vorgeladen werden. Wenn zwei oder mehrere Kandidaten in dem Dienstrang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an der zweiten Prüfung teilzunehmen.

Die zweite Prüfung besteht in einem generischen Test zur Bewertung der Kompetenzen im Bereich Management.

Das SELOR entwickelt und organisiert die Prüfung. Die Prüfung muss es ermöglichen, die Mindestfähigkeiten der Teilnehmer in Sachen Management zu identifizieren, die in öffentlichen Einrichtungen anwendbar sind. Es darf sich weder um einen Test zum situationsbezogenen Urteilsvermögen noch um ein STAR-Gespräch handeln.

Die bei der zweiten Prüfung erfolgreichen Kandidaten werden vom SELOR in entsprechender Rangordnung eingestuft.

Unter "erfolgreicher Kandidat" versteht man einen Kandidaten, der den vom SELOR definierten Mindestanforderungen genügt hat, um die in vorliegendem Artikel beschriebenen Prüfungen zu bestehen.

§ 3. Zur Teilnahme an dem interuniversitären Zeugnis werden nur die erfolgreichen Kandidaten zugelassen, die in Anbetracht der von der Regierung, auf Stellungnahme der Schule für öffentliche Verwaltung bestimmten Anzahl Teilnehmer günstig eingestuft worden sind. Wenn zwei oder mehrere Kandidaten in dem Dienstrang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an dem interuniversitären Zeugnis teilzunehmen.

Das Selor erklärt die Ergebnisse des Wettbewerbs für gültig.

§ 4. An der Ausbildung, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führt, dürfen die bei dem generischen Test zur Bewertung der Kompetenzen im Bereich Management erfolgreichen Kandidaten nur einmal pro Zyklus teilnehmen.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung einen Kandidaten, der an der Ausbildung nicht teilnimmt, der auf sie verzichtet, oder sie nicht besteht, aus zwingenden, gebührend gerechtfertigten Gründen erlauben, den Vorteil des erfolgreichen Abschlusses des generischen Tests zur Bewertung der Kompetenzen im Bereich Management zu bewahren.

Der Kandidat, der die in Absatz 2 genannte Abweichung beansprucht, nimmt an dem nächsten organisierten Ausbildungszyklus teil. Jeder Kandidat kann nur eine einzige Abweichung in Anspruch nehmen. Die Annahme in einem Ausbildungszyklus eines Kandidaten, der eine Abweichung in Anspruch nimmt, hat keine Auswirkung auf die von der Regierung gemäß Paragraph 3 festgelegte Anzahl der Teilnehmer.“

**Art. 16** - In denselben Erlass wird ein Artikel 271/4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Artikel 271/4/1 - Die Kandidaten, die zur Teilnahme am interuniversitären Zeugnis zugelassen sind, müssen eine Gebühr zahlen, deren Betrag demjenigen der Einschreibgebühr für ein Studienjahr an der Universität entspricht, so wie sie gemäß Artikel 39 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen festgelegt wird.“

**Art. 17** - In Artikel 271/5 Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012, werden die Wörter "und die Durchführung einer Abschlussarbeit" gestrichen.

**Art. 18** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 eingefügte und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2014 und 7. Mai 2015 abgeänderte Artikel 271/7 desselben wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 271/7 - § 1. Die Schule für öffentliche Verwaltung stellt das Zeugnis für Public Management allen erfolgreichen Teilnehmern des in Artikel 271/4 genannten Wettbewerbs aus, die Inhaber des interuniversitären Zeugnisses sind und die ebenfalls die am Ende jedes Zyklus organisierte Prüfung bestanden haben.

§ 2. Für jeden Zyklus wird vom SELOR im Einvernehmen mit der Schule ein Prüfungsausschuss aus fünf Mitgliedern zusammengesetzt. Dieser Prüfungsausschuss besteht aus:

1° dem Generaldirektor der Generaldirektion Anwerbung und Entwicklung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Strategie und Unterstützung oder seinem Vertreter;

2° zwei Mitgliedern aus dem akademischen Korps der Universitäten, die an dem Abkommen über das Zeugnis für Public Management beteiligt sind, und über eine relevante Sachkunde in Anbetracht der zu bewertenden Fähigkeiten verfügen;

3° zwei externen Sachverständigen im Bereich Management.

Unter "Abkommen" versteht man das Dokument, das die Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen den Universitäten und der Schule im Hinblick auf die Entwicklung und Umsetzung der Ausbildung zur Ausstellung des Zeugnisses für Public Management umfasst.

§ 3. Die erfolgreichen Kandidaten, die das Zeugnis für Public Management erhalten haben, werden nach dem Bestehen der am Ende jedes Zyklus organisierten Prüfung dem Pool der Kandidaten zugewiesen, die sich um eine Mandatsfunktion im Sinne von Artikel 271/8 bewerben können.

Diese Prüfung ist eine mündliche Prüfung, die darauf abzielt, die Fähigkeiten zur Ausübung einer Managementfunktion, die im Rahmen des interuniversitären Zeugnisses entwickelt wurden, zu bewerten.

Der Prüfungsausschuss fasst mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder seinen Beschluss über den erfolgreichen Prüfungsabschluss der Kandidaten.

Die Kandidaten, die die Prüfung bestanden haben, werden nicht eingestuft und erhalten keinen Vermerk.

Die Kandidaten, die die Prüfung nicht bestanden haben, können sie nur noch einmal ablegen, frühestens sechs Monate nach dem Datum der Prüfung und spätestens bei der nächsten organisierten Sitzung.

In Abweichung von vorigem Absatz kann die Regierung einen Kandidaten, der trotz ordnungsgemäßer Vorladung zur Prüfung nicht erscheint, aufgrund von zwingenden und ordnungsgemäß gerechtfertigten Gründen erlauben, diese Prüfung zu einem späteren Zeitpunkt erneut abzulegen. Der Kandidat, der diese Abweichung beansprucht, legt die Prüfung bei der nächsten organisierten Sitzung ab. Jeder Kandidat kann nur eine einzige Abweichung in Anspruch nehmen.

§ 4. Der Prüfungsausschuss erstellt eine Regelung, in der die konkrete und materielle Organisation der Prüfung festgelegt wird."

**Art. 19** - In Artikel 271/8 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2014, wird ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Inhaber des in Artikel 2 Ziffer 5 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 2002 zur Gründung einer Schule für öffentliche Verwaltung in der Französischen Gemeinschaft erwähnten Managementzeugnisses wird dem Inhaber des Zeugnisses für Public Management gleichgestellt, unter der Voraussetzung, dass er die Prüfung bestanden hat, die in Artikel 341/7 des Kodex genannt wird, in der Fassung, die vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 2021 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Zeugnis für Public Management im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von Wallonie Bruxelles International anwendbar war."

**Art. 20** - In Artikel 274 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012, wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wenn es keinen Kandidaten gibt, oder wenn kein Kandidat von der Regierung als geeignet befunden wurde, die Funktion vertrauenswürdig auszuüben, weist diese das Mandat nach den in Artikel 280 festgelegten Bedingungen zu"

**Art. 21** - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2012 ersetzte Artikel 280 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 280 - § 1. Zur Ausübung der höheren Funktionen während eines ggf. erneuerbaren Zeitraums von zwölf Monaten kann die Regierung in den folgenden Fällen jeden Bediensteten benennen, der sein Amt innerhalb der Einrichtung, in den Diensten der Wallonischen Regierung, in einer Einrichtung, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, anwendbar ist, oder in einer Einrichtung, auf welche die Bestimmungen des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes anwendbar sind, ausübt:

1° Fehlen von Kandidaten oder von geeigneten Kandidaten im Sinne von Artikel 274 Absatz 3;

2° Abwesenheit des Mandatträgers seit mehr als zwei Monaten;

3° vorhersehbare Abwesenheit des Mandatträgers für einen Zeitraum von mindestens zwei Monaten;

4° Ende des Mandats in Erwartung der Benennung eines neuen Mandatträgers.

Bei der Anwendung der in Absatz 1 Ziffern 2, 3 und 4 genannten Mechanismen zieht die Regierung vorrangig Bedienstete heran, die Mitglieder des in Artikel 271/8 genannten Pools sind.

Wenn kein Kandidat gemäß Absatz 1 benannt werden konnte, oder wenn kein Kandidat von der Regierung als geeignet befunden wurde, die Funktion vertrauenswürdig auszuüben, kann Letztere ein Mitglied des Vertragspersonals benennen, das sein Amt innerhalb der Einrichtung, in den Diensten der Wallonischen Regierung, in einer Einrichtung, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, anwendbar ist, oder in einer Einrichtung, auf welche die Bestimmungen des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes anwendbar sind, ausübt.

Jeder Bedienstete bzw. jedes Vertragspersonalmitglied, der bzw. das für die Ausübung höherer Funktionen benannt worden ist, muss eine berufliche Erfahrung von fünf Jahren in der Stufe A oder einer gleichwertigen Stufe nachweisen können, worunter zwei Jahre Berufserfahrung im Team-Management.

§ 2. Im Falle der Benennung eines Mandatträgers zur Ausübung von höheren Funktionen wird das Mandat für die gesamte Dauer der höheren Funktionen ausgesetzt.“

### KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 22** - Die Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses Inhaber des interuniversitären Zeugnisses oder des in Artikel 2 Ziffer 5 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 2002 zur Gründung einer Schule für öffentliche Verwaltung in der Französischen Gemeinschaft erwähnten Managementzeugnisses sind, die am Ende des Zyklus organisierte Prüfung jedoch nicht bestanden haben, können diese Prüfung erneut ablegen. Zwecks der Organisation dieser Prüfung bleiben der Artikel 341/7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes und der Artikel 271/7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von Wallonie Bruxelles International in derjenigen Fassung anwendbar, die es vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gab. Pro Zyklus wird nur eine Sitzung organisiert. Kandidaten, die nicht erscheinen, die sich nicht anmelden oder zurücktreten würden, dürfen diese Prüfung nicht noch einmal ablegen.

**Art. 23** - Artikel 350 § 1 Absatz 3 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes und Artikel 280 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von Wallonie Bruxelles International, so wie durch Artikel 10 und 21 des vorliegenden Erlasses ersetzt, treten am 1. Juli 2023 außer Kraft.

**Art. 24** - Anlässlich der ersten Anwendung der durch vorliegenden Erlass eingeführten Bestimmungen können die Kandidaten, die die Prüfung im Sinne von Artikel 341/7 § 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes und von Artikel 271/7 § 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von Wallonie Bruxelles International nicht bestanden haben, diese Prüfung in Abweichung von Artikel 341/7 § 3 Absatz 5 und von Artikel 271/7 § 3 Absatz 5 derselben Erlasse noch einmal innerhalb einer Frist ablegen, die 6 Monate nicht überschreitet.

**Art. 25** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 26** - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Mai 2021.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/41971]

#### 20 MEI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles", artikel 4;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest, artikel 4, eerste lid, en artikel 30;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International" ;

Gelet op het rapport van 30 oktober 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2020;

Gelet op protocol nr. 789 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 23 maart 2021;

Gelet op advies nr. 69.179/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 6 februari 2014 tot vervanging van het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Overwegende dat het getuigschrift management overheidsbesturen georganiseerd door de Openbare Bestuurschool is geëvalueerd door de universiteiten (ULB, ULiège, UCLouvain), "Iweps" en een externe consultant;

Overwegende dat uit deze evaluatie blijkt dat het getuigschrift management overheidsbesturen op verschillende punten moet worden gewijzigd, zodat het zijn functie beter kan vervullen;

Overwegende dat het dienstig is de selectie van de deelnemers aan het opleidingsprogramma te verbeteren door niet alleen hun kennis te toetsen (waardoor homogeneren groepen kunnen worden gevormd wat betreft de beheersing van de basisvoorwaarden), maar ook hun managementvaardigheden en -potentieel;

Overwegende dat het ook raadzaam is niet langer gebruik te maken van de als irrelevant beschouwde situatiebeoordelingstest om kandidaten te selecteren die geschikt zijn voor de managementopleiding, en te voorzien in de eindcertificeringstest die aansluit bij de gevolgde opleiding;

Overwegende dat het noodzakelijk lijkt de bijzonder hoge kosten van de regeling in verhouding tot de verkregen resultaten aan te pakken door het buitenkansseffect te voorkomen dat zich kan voordoen bij een dergelijke opleiding die volledig door de overheid wordt gefinancierd; dat ervoor moet worden gezorgd dat degenen die zich voor de opleiding inschrijven, in dienst willen treden bij de Administratie, waarbij moet worden voorkomen dat de loopbaanontwikkeling van het personeel te gelde wordt gemaakt; dat van de kandidaten derhalve een schoolgeld moet worden gevraagd van hetzelfde niveau als dat van de universiteiten wordt verlangd;

Overwegende dat een betere selectie van de kandidaten het mogelijk maakt het niveau van de opleiding te verhogen en deze meer te richten op de versterking van de managementvaardigheden voor hogere ambten in overheidsdienst; dat het derhalve dienstig is het programma van het interuniversitair getuigschrift te stroomlijnen en het in het Europees systeem voor de overdracht en de accumulatie van studiebelastingpunten (ECTS) te integreren, waardoor de kandidaten niet alleen studiebelastingpunten zullen kunnen verwerven voor cursussen en/of inhouden die vergelijkbaar zijn met die welke in het programma zijn opgenomen, maar ook, naast persoonlijke cursussen, afstandsonderwijs, praktisch werk, met inbegrip van groepswork, onderzoek, oefeningen, studiebijeenkomsten, aan studie bestede uren, enz. in aanmerking zullen kunnen worden genomen ;

Overwegende dat het voor de goede vervulling van de openbare dienst van belang is dat binnen een redelijke termijn in een vacature voor een mandaatbetrekking wordt voorzien, en dat dit niet mag gebeuren wanneer geen van de leden van de lijst van kandidaten die in aanmerking komen om naar een mandaatfunctie te solliciteren, heeft gesolliciteerd of door de Regering geschikt wordt geacht om de functie met vertrouwen te vervullen; dat het aantal personen dat door toedoen van hogere functies als mandataris kan worden benoemd, niet buitensporig mag worden beperkt, maar moet worden uitgebreid, zodat de Administratie niet wordt beroofd van uiteenlopende talenten en profielen en de Regering in staat wordt gesteld op basis van een onderzoek naar kwalificaties en verdiensten een echte keuze te maken uit diegenen die de functie tijdelijk naar tevredenheid zullen vervullen; dat bijgevolg de uitoefening van hogere functies moet worden herzien om ze toegankelijk te maken voor elke ambtenaar of contractueel personeelslid die zijn functie uitoefent in de diensten van de Waalse Regering, in een instelling van openbaar nut onderworpen aan de Waalse Ambtenarencode die resorteert onder het Waalse Gewest of in een instelling die gedeeltelijk resorteert onder het Waalse Gewest (namelijk Wallonie-Bruxelles International, de Openbare Bestuurschool) en de "Office francophone de la formation en alternance"), waarbij voorrang wordt gegeven aan de ambtenaren ;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 6 februari 2014 tot vervanging van het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest gewijzigd is om de regeling van het getuigschrift management overheidsbesturen aan te passen;

Overwegende dat het bijgevolg dienstig is de Waalse Ambtenarencode en het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International" aan te passen zodat ook dit orgaan in aanmerking komt voor dezelfde verruimde mogelijkheden om hogere functies toe te kennen;

Overwegende ten slotte dat, wat de Openbare Bestuurschool en de "Office francophone de la formation en alternance" betreft, de Waalse Ambtenarencode, en met name artikel 350 zoals gewijzigd bij dit besluit, van rechtswege van toepassing is op de leden van deze organen krachtens respectievelijk artikel 4 en artikel 30 van de samenwerkingsovereenkomst van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest, en artikel 10 van het Kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd op 27 april 2014;

Dat de toepassing van de huidige hervorming op de leden van deze twee organen derhalve geen andere bijzondere formaliteit vereist dan de wijziging van de desbetreffende artikelen van de Waalse Ambtenarencode;

Overwegende ten slotte dat de instemming van de Franse Gemeenschap, gezien het gemeenschappelijk karakter van deze twee organen en met inachtneming van het beginsel van federale loyaliteit, werd gevraagd en verkregen voor wat betreft de toepassing van de huidige hervorming op het personeel van deze twee organen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in de Waalse Ambtenarencode*

**Artikel 1.** In artikel 341/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "een internuniversitair getuigschrift Executive master management openbare besturen of" opgeheven;

2° in paragraaf 2, tweede lid, 2de streepje wordt het ", practicum" opgeheven;

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het 3de streepje vervangen als volgt:

"het examen bedoeld in artikel 341/7, § 3." ;

4° in paragraaf 4 wordt het tweede en het derde lid opgeheven;

5° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt :

"§ 5. Het urenpakket van het interuniversitair getuigschrift telt minstens honderdzeventig uur uren. De universiteiten bepalen in onderling overleg het aantal ECTS-punten voor het interuniversitaire getuigschrift. "

**Art. 2.** Artikel 341/2 van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 341/2. Niemand kan toegang tot de cyclus krijgen met het oog op het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen indien hij voor afloop van de termijn voor de indiening van de kandidaturen niet aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau 1 of niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de Openbare Bestuurschool of door een ander orgaan aangewezen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° over ten minste vijf jaar beroepservaring op het gebied van teambeheer beschikken. "

**Art. 3.** Artikel 341/3 van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 341/3. § 1. Elke cyclus moet schriftelijk aangekondigd worden door de Openbare bestuurschool en bekendgemaakt worden door SELOR, ten minste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee in het Frans verschijnende kranten van de Belgische pers en op de website van SELOR.

§ 2. In die aankondiging worden minstens volgende gegevens vermeld:

1° de toegangsvoorwaarden alsook het maximumaantal deelnemers aan de proef bedoeld in artikel 341/4, § 2, tweede lid, en aan de opleiding die leidt tot het behalen van het interuniversitair getuigschrift;

2° de verwijzing naar de pagina van de website van SELOR via welke de kandidaten zich kunnen inschrijven voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding;

3° de identiteit van de diensten of personen die de kandidaten alle nuttige informatie over de opleiding kunnen verstrekken;

4° de informatie of de documenten die in de kandidatuurakte opgenomen moeten worden;

5° de termijn en de modaliteiten voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door SELOR vastgesteld en kan niet korter zijn dan twintig dagen en niet langer zijn dan twee maanden. De termijn gaat in de dag na de dag van bekendmaking van de in § 2 bedoelde aankondiging in het *Belgisch Staatsblad*. Indien de termijn niet nageleefd wordt, is de kandidatuur onontvankelijk.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 4. De kandidaturen worden via e-mail bij SELOR ingediend.

§ 5. SELOR gaat na of de kandidaturen ontvankelijk zijn. "

**Art. 4.** Artikel 341/4 van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 341/4. § 1. Voor zover het een voorwaarde is voor het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, is het interuniversitair getuigschrift toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dit aantal van tevoren door de Regering bepaald na advies van de Openbare Bestuurschool dat binnen dertig dagen na de aanvraag uitgebracht moet worden; zo niet wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. SELOR nodigt de kandidaten uit wier kandidatuur ontvankelijk is verklaard voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding;

Het vergelijkend examen wordt door SELOR georganiseerd en bestaat uit twee proeven.

De eerste proef is gebaseerd op de kennis van de kandidaat, met name zijn kennis van de openbare instellingen.

De inhoud van de eerste proef wordt door SELOR vastgesteld. SELOR doet een beroep op de opleiders van de door de Openbare Bestuurschool aangewezen universiteiten om de vragen voor de proef op te stellen en het vereiste kennisniveau te bepalen.

SELOR zendt de kandidaten ten minste 30 dagen voor de datum van de eerste proef een lijst toe van de onderwerpen die tijdens de eerste proef zullen worden behandeld, alsmede een niet-limitatieve lijst van naslagwerken.

De geslaagde kandidaten worden door de SELOR batig gerangschikt.

De Regering bepaalt hoeveel personen die voor de eerste proef zijn geslaagd, worden uitgenodigd voor een tweede proef. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo zijn gerangschikt in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan de tweede proef toegelaten.

De tweede proef bestaat uit een generieke test om de managementvaardigheden van de kandidaten te beoordelen.

SELOR ontwikkelt en organiseert de proef. De proef moet het mogelijk maken de minimale managementvaardigheden te bepalen die van toepassing zijn op de overheidsorganen van de deelnemers. Het mag niet bestaan uit een situatiebeoordelingstest of een STAR-interview.

De geslaagde kandidaten voor de tweede proef worden door SELOR batig gerangschikt.

Onder "geslaagde kandidaat" wordt verstaan een kandidaat die heeft voldaan aan de door SELOR vastgestelde minimumeisen om voor de in dit artikel beschreven proeven te slagen.

§ 3. Alleen de kandidaten die batig zijn gerangschikt ten opzichte van het aantal deelnemers dat door de Regering op advies van de Openbare Bestuurschool is vastgesteld, worden tot het interuniversitair getuigschrift toegelaten. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo gerangschikt zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan het interuniversitair getuigschrift toegelaten.

SELOR bevestigt de uitslagen van het vergelijkend examen.



§ 4. De opleiding die leidt tot het behalen van het interuniversitair getuigschrift kan slechts eenmaal per cyclus worden gevolgd door de laureaten van de generieke test voor de beoordeling van managementvaardigheden.

In afwijking van lid 1 kan de Regering, op grond van dwingende redenen, toestaan dat een kandidaat die de opleiding niet volgt, die deze verlaat of die daarvoor niet slaagt, het voordeel behoudt dat hij geslaagd is voor de generieke test voor de beoordeling van managementvaardigheden.

De kandidaat die in aanmerking komt voor de in lid 2 bedoelde afwijking, volgt de eerstvolgende opleidingscyclus die wordt georganiseerd. Elke kandidaat kan slechts voor één afwijking in aanmerking komen. De integratie van een kandidaat die in aanmerking komt voor een afwijking in een opleidingscyclus heeft geen gevolgen voor het aantal deelnemers dat de Regering overeenkomstig paragraaf 3 heeft vastgesteld. ».

**Art. 5.** In dezelfde Code wordt een artikel 341/4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Artikel 341/4/1. Kandidaten die toegelaten zijn tot deelname aan het interuniversitair getuigschrift betalen een schoolgeld dat overeenstemt met het bedrag van het inschrijvingsgeld voor één jaar universitaire studies, vastgesteld overeenkomstig artikel 39, § 2, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. ».

**Art. 6.** In artikel 341/5, eerste lid, van dezelfde code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, worden de woorden ”en voor de opstelling van de scriptie” opgeheven.

**Art. 7.** Artikel 341/7 van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 341/7. § 1. De Openbare bestuurschool reikt het getuigschrift management overheidsbesturen uit aan alle kandidaten die voor het in artikel 341/4 bedoelde vergelijkend examen geslaagd zijn, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die tevens geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt ingericht.

§ 2. Voor elke cyclus wordt door SELOR in overleg met de School een jury van vijf leden samengesteld. Deze jury bestaat uit:

1° de directeur-generaal van de Algemene Directie Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning of zijn afgevaardigde;

2° twee leden van het academisch personeel van de universiteiten die deelnemen aan de overeenkomst betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen, die beschikken over expertise die relevant is voor de te beoordelen vaardigheden;

3° twee externe managementdeskundigen.

Onder ”overeenkomst” wordt verstaan het document waarin de samenwerkingsvoorwaarden tussen de universiteiten en de school zijn opgenomen voor de opzet en de uitvoering van de opleiding die leidt tot de toekenning van het getuigschrift management overheidsbesturen.

§ 3. Geslaagde kandidaten die het getuigschrift management overheidsbesturen hebben behaald, worden, nadat zij voor het aan het eind van elke cyclus georganiseerde examen zijn geslaagd, opgenomen in de lijst van kandidaten die in aanmerking komen om te solliciteren naar een mandaatfunctie als bedoeld in artikel 341/8.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren, die in het kader van het interuniversitair getuigschrift zijn ontwikkeld.

De jury beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een twee derde meerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

Kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, mogen het examen slechts éénmaal opnieuw afleggen, ten vroegste zes maanden na de datum van het examen en ten laatste tijdens de eerstvolgende zitting die wordt georganiseerd.

In afwijking van het vorige lid kan de Regering een kandidaat die, hoewel behoorlijk opgeroepen, niet voor het examen verschijnt, om dwingende en naar behoren gemotiveerde redenen toestaan dit examen op een latere datum opnieuw af te leggen. De kandidaat die voor de afwijking in aanmerking komt, moet het examen opnieuw afleggen tijdens de eerstvolgende zitting die wordt georganiseerd. Elke kandidaat kan slechts voor één afwijking in aanmerking komen.

§ 4. De jury stelt een reglement op dat de concrete en materiële organisatie van het examen vaststelt.”.

**Art. 8.** In artikel 341/8 van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt:

”De houder van het brevet voor overheidsmanagement, bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een ”Ecole d’Administration publique” (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap wordt gelijkgesteld met de houder van het getuigschrift management overheidsbesturen op voorwaarde dat hij geslaagd is voor het examen bedoeld in artikel 341/7 van deze Code in de versie die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 2021 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van ”Wallonie-Bruxelles-International” . ».

**Art. 9.** In artikel 344 van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Indien er geen kandidaat is of indien geen kandidaat door de Regering geschikt is bevonden om de functie met vertrouwen te bekleden, verleent de Regering het mandaat overeenkomstig de in artikel 350 vastgestelde voorwaarden.”.

**Art. 10.** Artikel 350 van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 350. § 1. De Regering kan elke ambtenaar die zijn functies uitoefent in de diensten van de Waalse Regering, aanwijzen bij een instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, van toepassing is, bij een instelling waarop de bepalingen van deze Code van toepassing zijn of bij een instelling opgericht krachtens het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles, om de hogere functies gedurende een periode van maximum twaalf maanden in de volgende gevallen uit te oefenen :

- 1° afwezigheid van een kandidaat of van een geschikte kandidaat in de zin van artikel 344, lid 3;
- 2° afwezigheid van de mandataris sinds meer dan twee maanden;
- 3° vermoedelijke afwezigheid van de mandataris gedurende een periode van minstens twee maanden;
- 4° einde van het mandaat, in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe mandataris.

Voor de toepassing van de in het eerste lid, 2°, 3° en 4°, bedoelde mechanismen doet de Regering bij voorrang een beroep op de ambtenaren die deel uitmaken van de pool bedoeld in artikel 341/8.

Indien geen enkele kandidaat kon worden aangewezen overeenkomstig lid 1 of indien geen enkele kandidaat door de Regering geschikt werd geacht om de hogere functies in vertrouwen uit te oefenen, kan de Regering elk lid van het contractueel personeel dat zijn functie in de diensten van de Waalse Regering uitoefent, aanwijzen bij een instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, van toepassing is, bij een instelling waarop de bepalingen van deze Code van toepassing zijn of bij een instelling opgericht krachtens het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles".

Elke ambtenaar of elk lid van het contractueel personeel aangewezen om de hogere functies uit te oefenen moet vijf jaar beroepservaring in niveau A of in een vergelijkbaar niveau aantonen, waaronder twee jaar beroepservaring in teambeheer.

§ 2. Bij aanwijzing van een mandataris om hogere functies uit te oefenen, wordt het mandaat opgeschort voor de gehele duur van de hogere functies. "

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International"*

**Art. 11.** Artikel 60 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International" wordt opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 271/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 2° in paragraaf 2, tweede lid, 2de streepje wordt het woord ", verhandeling" opgeheven;
- 3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het 3de streepje vervangen als volgt:  
"het examen bedoeld in artikel 271/7, § 3. ;
- 4° in paragraaf 4 worden het tweede en het derde lid opgeheven;
- 5° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt :

"§ 5. Het urenpakket van het interuniversitair getuigschrift telt minstens honderdzeventig uren. De universiteiten bepalen in onderling overleg het aantal ECTS-studiebelastingpunten voor het interuniversitair getuigschrift. "

**Art. 13.** Artikel 271/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 271/2. Niemand kan toegang tot de cyclus krijgen met het oog op het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen indien hij voor afloop van de termijn voor de indiening van de kandidaturen niet aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau 1 of niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de Openbare Bestuurschool of door een orgaan aangewezen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 of bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

- 2° over ten minste vijf jaar beroepservaring op het gebied van teambeheer beschikken. "

**Art. 14.** Artikel 271/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 271/3, § 1. Elke cyclus moet schriftelijk aangekondigd worden door de Openbare Bestuurschool en bekendgemaakt worden door SELOR, ten minste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee in het Frans verschijnende kranten van de Belgische pers en op de website van SELOR.

§ 2. In die aankondiging worden minstens volgende gegevens vermeld:

- 1° de toegangsvoorwaarden alsook het maximumaantal deelnemers aan de proef bedoeld in artikel 271/4, § 2, lid 8, en aan de opleiding die leidt tot het behalen van het interuniversitair getuigschrift;
- 2° de verwijzing naar de pagina van de website van SELOR via welke de kandidaten zich kunnen inschrijven voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding;
- 3° de identiteit van de diensten of personen die de kandidaten alle nuttige informatie over de opleiding kunnen verstrekken;
- 4° de informatie of de documenten die in de kandidatuurakte opgenomen moeten worden;

5° de termijn en de modaliteiten voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door SELOR vastgesteld en kan niet korter zijn dan 20 dagen en niet langer zijn dan twee maanden. De termijn gaat in de dag na de dag van bekendmaking van de in § 2 bedoelde aankondiging in het *Belgisch Staatsblad*. Indien de termijn niet nageleefd wordt, is de kandidatuur onontvankelijk.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 4. De kandidaturen worden via e-mail ingediend bij SELOR.

§ 5. SELOR gaat na of de kandidaturen ontvankelijk zijn.”.

**Art. 15.** Artikel 271/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2014, wordt vervangen als volgt:

”Art. 271/4. § 1. Voor zover het een voorwaarde is voor het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, is het interuniversitair getuigschrift toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dat aantal op voorhand vastgelegd door de Regering na advies van de Openbare Bestuurschool dat binnen dertig dagen na de aanvraag uitgebracht moet worden; zo niet wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. SELOR nodigt de kandidaten uit, wier kandidatuur ontvankelijk is verklaard voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding;

Het vergelijkend examen wordt georganiseerd door SELOR en bestaat uit twee proeven.

De eerste proef is gebaseerd op de kennis van de kandidaat, met name zijn kennis van de openbare instellingen.

De inhoud van de eerste proef wordt door SELOR vastgesteld. SELOR doet een beroep op de opleiders van de door de Openbare Bestuurschool aangewezen universiteiten om de vragen voor de proef op te stellen en het vereiste kennisniveau te bepalen.

SELOR zendt de kandidaten ten minste 30 dagen voor de datum van de eerste proef een lijst toe van de onderwerpen die tijdens de eerste proef zullen worden behandeld, alsmede een niet-limitatieve lijst van naslagwerken.

De geslaagde kandidaten worden door de SELOR batig gerangschikt.

De Regering bepaalt hoeveel personen die voor de eerste proef zijn geslaagd, worden uitgenodigd voor een tweede proef. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo gerangschikt zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan de tweede proef toegelaten.

De tweede proef bestaat uit een generieke test om de managementvaardigheden van de kandidaten te beoordelen.

SELOR ontwikkelt en organiseert de proef. De proef moet het mogelijk maken de minimale managementvaardigheden te bepalen die van toepassing zijn op de overheidsorganen van de deelnemers. Het mag niet bestaan uit een situatiebeoordelingstest of een STAR-interview.

De geslaagde kandidaten voor de tweede proef worden door de SELOR batig gerangschikt.

Onder ”geslaagde kandidaat” wordt verstaan een kandidaat die heeft voldaan aan de door SELOR vastgestelde minimumeisen om voor de in dit artikel beschreven proeven te slagen.

§ 3. Alleen de kandidaten die batig zijn gerangschikt ten opzichte van het aantal deelnemers dat door de Regering op advies van de Openbare Bestuurschool is vastgesteld, worden tot het interuniversitair getuigschrift toegelaten. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo gerangschikt zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan het interuniversitair getuigschrift toegelaten.

SELOR bevestigt de uitslagen van het vergelijkend examen.

§ 4. De opleiding die leidt tot het behalen van het interuniversitair getuigschrift kan slechts eenmaal per cyclus worden gevolgd door de laureaten van de generieke test voor de beoordeling van managementvaardigheden.

In afwijking van lid 1 kan de Regering, op grond van dwingende redenen, toestaan dat een kandidaat die de opleiding niet volgt, die deze verlaat of die daarvoor niet slaagt, het voordeel behoudt dat hij geslaagd is voor de generieke test voor de beoordeling van managementvaardigheden.

De kandidaat die in aanmerking komt voor de in lid 2 bedoelde afwijking, volgt de eerste opleidingscyclus die wordt georganiseerd. Elke kandidaat kan slechts voor één afwijking in aanmerking komen. De integratie van een kandidaat die in aanmerking komt voor één enkele afwijking in een opleidingscyclus heeft geen gevolgen voor het aantal deelnemers dat de Regering overeenkomstig paragraaf 3 heeft vastgesteld.”.

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 271/4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Artikel 271/4/1. Kandidaten die toegelaten zijn tot deelname aan het interuniversitair getuigschrift moeten een schoolgeld betalen dat overeenstemt met het bedrag van het inschrijvingsgeld voor één jaar universitaire studies, vastgesteld overeenkomstig artikel 39, § 2, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.”.

**Art. 17.** In artikel 271/5, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012, worden de woorden ”en het schrijven van de verhandeling” opgeheven.

**Art. 18.** Artikel 271/7 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2014 en 7 mei 2015, wordt vervangen als volgt:

”Artikel 271/7. § 1. De Openbare Bestuurschool reikt het getuigschrift management overheidsbesturen uit aan alle kandidaten die voor het in artikel 271/4 bedoelde vergelijkend examen geslaagd zijn, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die tevens geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt ingericht.

§ 2. Voor elke cyclus wordt door SELOR in overleg met de School een jury van vijf leden samengesteld. Deze jury bestaat uit:

1° de directeur-generaal van de Algemene Directie Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning of zijn afgevaardigde;

2° twee leden van het academisch personeel van de universiteiten die deelnemen aan de overeenkomst betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen, die beschikken over expertise die relevant is voor de te beoordelen vaardigheden;

3° twee externe managementdeskundigen.

Onder "overeenkomst" wordt verstaan het document waarin de samenwerkingsvoorwaarden tussen de universiteiten en de school zijn opgenomen voor de opzet en uitvoering van de opleiding die leidt tot de toekenning van het getuigschrift management overheidsbesturen.

§ 3. Geslaagde kandidaten die het getuigschrift management overheidsbesturen hebben behaald, worden, nadat zij voor het aan het eind van elke cyclus georganiseerde examens zijn geslaagd, opgenomen in de lijst van kandidaten die in aanmerking komen om te solliciteren naar een mandaatfunctie als bedoeld in artikel 271/8.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren, die in het kader van het interuniversitair getuigschrift zijn ontwikkeld.

De jury beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een twee derde meerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

Kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, mogen het examen slechts éénmaal opnieuw afleggen, ten vroegste zes maanden na de datum van het examen en ten laatste tijdens de volgende zitting die wordt georganiseerd.

In afwijking van het vorige lid kan de Regering een kandidaat die, hoewel behoorlijk opgeroepen, niet voor het examen verschijnt, om dwingende en naar behoren gemotiveerde redenen toestaan dit examen op een latere datum opnieuw af te leggen. De kandidaat die voor de afwijking in aanmerking komt, moet het examen opnieuw afleggen tijdens de eerstvolgende zitting die wordt georganiseerd. Elke kandidaat kan slechts voor één afwijking in aanmerking komen.

§ 4. De jury stelt een reglement op dat de concrete en materiële organisatie van het examen vaststelt. "

**Art. 19.** Artikel 271/8 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2014, wordt aangevuld met een lid 6, luidend als volgt:

"De houder van het brevet voor overheidsmanagement, bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap wordt gelijkgesteld met de houder van het getuigschrift management overheidsbesturen op voorwaarde dat hij geslaagd is voor het examen bedoeld in artikel 341/7 van deze Code in de versie die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 2021 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen in het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International" . "

**Art. 20.** In artikel 274 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Indien er geen kandidaat is of indien geen kandidaat door de Regering geschikt is bevonden om de functie met vertrouwen te bekleden, verleent de Regering het mandaat overeenkomstig de in artikel 280 vastgestelde voorwaarden. "

**Art. 21.** Artikel 280 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 280. § 1. De Regering kan elke ambtenaar die zijn functies binnen de instelling in de diensten van de Waalse Regering uitoefent, aanwijzen bij een instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, van toepassing is, of bij een instelling waarop de bepalingen van de Waalse Ambtenarencode van toepassing zijn, om de hogere functies gedurende een periode van twaalf maanden, die eventueel verlengbaar is, in de volgende gevallen uit te oefenen:

- 1° afwezigheid van een kandidaat of van een geschikte kandidaat in de zin van artikel 274, lid 3;
- 2° afwezigheid van de mandataris sinds meer dan twee maanden;
- 3° vermoedelijke afwezigheid van de mandataris gedurende een periode van minstens twee maanden;
- 4° einde van het mandaat, in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe mandataris.

Voor de toepassing van de mechanismen bedoeld in het eerste lid, 2°, 3° en 4°, doet de Regering bij voorrang een beroep op de ambtenaren die deel uitmaken van de pool bedoeld in artikel 271/8.

Indien geen enkele kandidaat kon worden aangewezen overeenkomstig lid 1 of indien geen enkele kandidaat door de Regering geschikt werd geacht om de hogere functies in vertrouwen uit te oefenen, kan de Regering elk lid van het contractueel personeel dat zijn functie binnen de instelling uitoefent in de diensten van de Waalse Regering, aanwijzen bij een instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, van toepassing is, of bij een instelling waarop de bepalingen van de Waalse Ambtenarencode van toepassing zijn.

Elke ambtenaar of elk lid van het contractueel personeel aangewezen om de hogere functies uit te oefenen moet vijf jaar beroepservaring in niveau A of in een vergelijkbaar niveau aantonen, waaronder twee jaar beroepservaring in teambeheer.

§ 2. Bij aanwijzing van een mandataris om hogere functies uit te oefenen, wordt het mandaat opgeschort voor de gehele duur van de hogere functies. ».

#### HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 22.** De kandidaten die op de dag van inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van het interuniversitair getuigschrift of van het brevet voor overheidsmanagement, bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, maar die niet zijn geslaagd voor het examen georganiseerd aan het einde van de cyclus, kunnen dit examen opnieuw afleggen. Voor de toepassing van dat examen blijven artikel 341/7 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en artikel 271/1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en bezoldigingsstatuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international" van toepassing in de versie die voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit besluit. Er wordt slechts één sessie per cyclus georganiseerd; kandidaten die afwezig zijn, die zich niet inschrijven of die zich terugtrekken, kunnen dit examen niet opnieuw afleggen.

**Art. 23.** Artikel 350, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en artikel 280, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en bezoldigingsstatuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international", zoals vervangen door de artikelen 10 en 21 van dit besluit, houden op uitwerking te hebben op 1 juli 2023.

**Art. 24.** Ter gelegenheid van de eerste toepassing van de bij dit besluit ingevoerde bepalingen, kunnen de kandidaten die niet geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 341/7, § 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en in artikel 271/7, § 3, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en bezoldigingsstatuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international", in afwijking van de artikelen 341/7, § 3, vijfde lid, en 271/7, § 3, vijfde lid, van dezelfde besluiten, dit examen opnieuw afleggen binnen een termijn van minder dan 6 maanden.

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 26.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 2021.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31584]

**27 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19**

### RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire liée au coronavirus a fortement impacté les activités de formation de l'IFAPME qui a été amené à ajuster l'organisation de la fin de l'année de formation.

Le 1<sup>er</sup> avril 2021, le Gouvernement wallon a adopté en première lecture le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19.

L'avis LEGISA a été réceptionné le 12 avril sous le n°1859.

Le projet d'arrêté a été soumis à l'avis du Conseil d'État le 12 avril 2021 qui a rendu son avis le 7 mai 2021 sous le n°69.245/2.

Le projet d'arrêté a également été soumis à l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, tel que requis à l'article 5, § 1<sup>er</sup> et à l'article 8, § 1<sup>er</sup> de l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Le 22 avril 2021, le Collège de la Commission communautaire française a émis un avis favorable sur le projet d'arrêté.

#### Préambule

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui vise notamment à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les cours organisés par les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, lesquels ont dû suspendre en partie les cours en présentiel ;

Considérant que l'Institut a notamment assuré la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité de l'apprentissage ;

Considérant la nécessité d'organiser les évaluations de l'année de formation 2019-2020, qui ont dû être reportées compte tenu de l'application des mesures sanitaires ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 71 du 18 décembre 2020 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours du réseau IFAPME en raison du COVID-19 ;

Considérant qu'il est impératif de régler l'organisation pratique de la fin de l'année de formation 2020-2021 dans le respect des mesures sanitaires ;

Considérant que la crise sanitaire du coronavirus COVID-19, outre les mesures déjà prises pour assurer une continuité de services durant l'année de formation 2019-2020, nécessite également de prévoir également des modalités spécifiques d'organisation des cours et des activités d'apprentissage pour l'année de formation 2020-2021 et d'adapter les exigences en matière de présence aux cours et en entreprise, de pratique professionnelle, d'évaluation et de sanction de la formation ;